

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lunid (après-midi) 18 janvier 2016

Direction de la police et des affaires militaires

**5 2015.RRGR.889 Motion 235-2015 Bhend (Steffisbourg, PS)
Pas de bénéfices aux dépens des réfugiés**

N° de l'intervention:	235-2015
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	08.09.2015
Déposée par:	Bhend (Steffisbourg, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	1332/2015 du 11 novembre 2015
Direction:	POM

Pas de bénéfices aux dépens des réfugiés

Le Conseil-exécutif est chargé d'élaborer une base légale contenant les dispositions suivantes :

1. Le canton s'occupe en principe lui-même de l'hébergement et de la prise en charge des requérants et requérantes d'asile.
2. Cette tâche ne peut être déléguée par convention de prestations qu'à des organisations d'utilité publique.
3. Les organisations mandatées par convention publient l'intégralité de leurs comptes d'exploitation.

Développement :

Les réfugiés et réfugiées affluent toujours plus nombreux vers l'Europe. Par le passé, le canton de Berne a même appliqué le droit d'urgence pour assurer l'hébergement des requérants et requérantes d'asile.

On constate que les entreprises privées et à but lucratif sont de plus en plus présentes sur le « marché de l'asile ».

Par le passé, le canton de Berne a souvent délégué l'hébergement et la prise en charge des requérants et requérantes d'asile par convention à l'entreprise ORS.

Le camp de réfugiés de Traiskirchen (Autriche), tenu par l'entreprise ORS, est l'illustration de ce qui peut arriver lorsque l'on délègue cette tâche à une entreprise à but lucratif. D'après les médias, ce camp abrite même des familles avec des enfants dans des conditions inhumaines et indignes. Même le chancelier fédéral d'Autriche a jugé la situation inacceptable.

Les entreprises à but lucratif cherchent de par leur nature même à réaliser des profits et à éviter les pertes pour assurer leur propre survie.

Deux options s'offrent à elles : augmenter les recettes ou réduire les coûts. Pour les personnes en détresse, réduire les coûts signifie par exemple dormir par terre ou manquer de sanitaires.

Dans les situations difficiles, les entreprises privées sont davantage les obligées de leurs propriétaires que des requérants et requérantes d'asile ou même de leurs collaborateurs et collaboratrices, au bord du surmenage.

Le canton ne saurait tolérer plus longtemps ce travers du système et doit reprendre ses responsabilités. Seuls les pouvoirs publics sont prêts à et capables de maintenir la qualité dans les situations de crise, et d'essuyer les pertes que cela implique. Les politiques de droite et de gauche qui tiennent à la dignité humaine sont alors prêts à voter des crédits supplémentaires.

Motivation de l'urgence :

Il faut mettre fin le plus rapidement possible aux erreurs d'incitation et aux bénéfices faits au détriment de personnes en détresse.

Réponse du Conseil-exécutif

1. Sur ce point, le Conseil-exécutif renvoie aux bases légales existantes. L'article 80, alinéa 1 de la loi du 26 juin 1998 sur l'asile (LAsi; RS 142.31) prévoit que l'aide sociale dans le domaine de l'asile est fournie aux personnes qui séjournent en Suisse en vertu des dispositions de la LAsi par le canton auquel elles ont été attribuées. Selon l'article 22 de l'ordonnance 2 du 11 août 1999 sur l'asile relative au financement (ordonnance 2 sur l'asile, OA 2; RS 142.312), l'aide sociale octroyée dans le domaine de l'asile comprend aussi l'hébergement et l'encadrement. En vertu de l'article 3, alinéa 1 de la loi du 20 janvier 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE; RSB 122.20), la compétence en matière d'octroi de l'aide sociale aux personnes relevant du domaine de l'asile incombe à l'Office de la population et des migrations (OPM). L'encadrement et l'hébergement sont donc déjà assurés par le canton.

Le Conseil-exécutif tient cependant à intégrer davantage les communes dans l'encadrement et l'hébergement. Compte tenu des dispositions légales existantes, il estime que les exigences de ce point de la motion sont déjà remplies et en propose l'adoption et le classement.

2. Le Conseil-exécutif rejette la demande formulée par l'auteur de la motion selon laquelle la tâche du canton devrait être confiée exclusivement à des organisations d'utilité publique au moyen de contrats de prestations. Selon l'article 4, alinéa 1 LiLFAE, l'OPM peut déléguer l'octroi de l'aide sociale à des organismes responsables publics ou privés par le biais de contrats de prestations. De tels contrats sont d'ores et déjà signés pour les années 2015, 2016 et 2017, notamment avec l'organisation à but lucratif ORS AG. Ces contrats étant en vigueur, l'examen et l'élaboration d'une base légale prévoyant de limiter la conclusion de ce type de contrats aux organisations d'utilité publique ne seraient pas appropriés. Toutefois, compte tenu de l'échéance à fin 2017, un examen en ce sens serait, en principe, possible.

Le 9 septembre 2015, dans le cadre de la mise en œuvre de la restructuration du domaine de l'asile à l'échelon cantonal, le Conseil-exécutif a chargé la Direction de la police et des affaires militaires (POM) et la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) de poursuivre le projet visant, d'une part, à la prise en charge de l'intégration par la SAP dès le début et d'autre part, à la conduite rapide et efficace des procédures par la POM. En raison des travaux de mise en œuvre en cours, le Conseil-exécutif estime qu'une modification de loi, comme le propose l'auteur de la motion, ne serait pas opportune à l'heure actuelle. Au surplus, il renvoie à ses réponses à la motion 120-2012 Imboden et à l'interpellation 174-2012 Linder, dans lesquelles il explique que la nature de l'organisation ne constitue pas un critère décisif pour la conclusion d'un contrat de prestations.

3. En ce qui concerne la demande de divulgation des comptes d'exploitation des organisations ayant conclu un contrat de prestations, le Conseil-exécutif renvoie à la Directive sur l'aide sociale, l'aide d'urgence et les soins médicaux pour les personnes relevant du domaine de l'asile dans le canton de Berne¹ publiée par l'OPM le 1^{er} janvier 2015 (cf. ci-après Directive sur l'aide sociale).

L'OPM étant obligé d'informer le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) de l'utilisation correcte des subventions fédérales accordées pour l'accomplissement des tâches dans le domaine de l'asile, il a établi des exigences minimales visant à harmoniser les comptes rendus, lesquelles suivent rigoureusement la stratégie mise en pratique par le SEM en matière de surveillance financière et d'examen de l'efficacité des contributions de la Confédération. En outre, les services d'aide sociale en matière d'asile (SASA) sont tenus de gérer leur comptabilité dans le respect des directives légales. L'OPM veille, par ailleurs, à ce que les subventions soient utilisées correctement, comme le prévoit la loi, et à ce que le décompte soit établi selon les prescriptions. Dans cette optique, le système est examiné dans son ensemble et au cas par cas. Les forfaits sont considérés comme affectés de manière conforme au droit

¹ http://www.pom.be.ch/pom/fr/index/migration/schutz_vor_verfolgung-asyl/publikationen_downloads.assetref/dam/documents/POM/MIP/fr/Immigration/Directives%20et%20annexes/20150608%20-%20ANG-Weisung%20-%20directive%20aide%20social%20asile%20frz.pdf

dès lors que le SASA a accompli les tâches pour lesquelles ils étaient prévus. Selon la Directive sur l'aide sociale, les SASA doivent fournir à l'OPM des informations sur leur organisation ainsi que les données et les indices de gestion relatifs à leurs dépenses et à leurs recettes.

Au vu des dispositions de la Directive sur l'aide sociale, le Conseil-exécutif estime que les exigences sont remplies sur ce point, dont il propose l'adoption et le classement.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1: adoption et classement

Point 2: rejet

Point 3: adoption et classement

Le président. Wir kommen zu Traktandum 5, der Motion Bhend, und führen eine freie Debatte.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Das Flüchtlingswesen ist leider ein grosses Geschäft. Zuerst kassieren die Schlepper, dann geht das Geschäft in den Empfangs- und Verfahrenszentren weiter, und schliesslich wird auch in den Kantonen viel Geld insbesondere bei der Unterbringung, der Betreuung und der Aufrechterhaltung der Sicherheit verdient. Ein Beispiel: Bei den Empfangszentren hat die Firma ORS ein Monopol. Sie darf Tuberkulose-Befragungen durchführen und erhält dafür 800 000 Franken pro Jahr. Dieser Auftrag ist vom Bund nie öffentlich ausgeschrieben worden. Das ist die Situation dort, die wir als Kanton nicht beeinflussen können. Leider sieht es im Kanton Bern nicht viel besser aus. Auch bei uns hat Herr Regierungsrat Käser Aufträge ohne öffentliche Ausschreibung und teilweise sogar per Anwendung von Notrecht an die Firma ORS vergeben. Gemäss einem Bericht der «Obersee Nachrichten» von Oktober 2015 macht die genannte Firma in der Schweiz inzwischen über 65 Mio. Franken Umsatz. Der Gewinn ist geheim, denn in der Schweiz muss sie diesen nämlich nicht ausweisen. In Österreich sieht es ganz anders aus. Hier muss die ORS den Gewinn ausweisen. Er betrug bei einem Umsatz von damals 5,9 Mio. Euro stolze 600 000 Euro. Das entspricht etwa einer Rendite von knapp 10 Prozent, was ja gar nicht so schlecht ist. (*Le président agite sa cloche.*) Nach der Berichterstattung erhielten die «Obersee Nachrichten» übrigens Post vom Anwalt der Firma ORS, und hatten deren Anwalt am Hals. Die Firma ist aber inzwischen auch auf der Balkanroute zwischen Bratislava und Budapest aktiv. Die ORS AG und ihre Tochter ABS gehören seit 2013 der Equistone Partners Europe. Diese Privat Equity Gesellschaft hat Büros in München, Zürich, Paris, London und Manchester. Hauptinvestor ist die Barclays Bank. Die Aufgabe für die ORS lautet: «Internationales Wachstum weiter vorantreiben, Marktposition sichern.» So ist dies festgehalten. In der Schweiz geschieht das auf Kosten des Asylwesens und der Steuerzahlerinnen und Steuerzahler.

Das sind Tatsachen, liebe Kolleginnen und Kollegen. Ich habe mir deshalb überlegt, wie man einerseits die Qualität im Asylwesen verbessern und andererseits sicherstellen könnte, dass die Steuerzahlerinnen und Steuerzahler die Leistungen im Asylwesen nicht überteuert bezahlen müssen. Ich bin mit der Abschreibung von Punkt 1 einverstanden, der grundsätzlich regeln will, dass der Kanton diese Sache jetzt selber in die Hand nimmt. Das ist für mich okay.

An Punkt 2 halte ich natürlich mit grosser Überzeugung fest, denn er bildet das Kernanliegen meines Vorstosses. Leistungsverträge im Asylwesen sollen nur noch mit gemeinnützigen Organisationen abgeschlossen werden. Das schliesst natürlich renditeorientierte Unternehmen wie die ORS aus. Punkt 3 ist als eine Art Versicherung gedacht. Falls Sie der Meinung sind, solche Aufträge sollten weiterhin an solche Firmen wie die ORS vergeben werden, dann könnte man – und das läge dann aus meiner Sicht wiederum im Interesse des Gesamtkantons – zumindest diese Firmen dazu zwingen, ihre finanzielle Gesamtsituation offenzulegen. Das würde dem Kanton zum Beispiel wichtige Informationen für zukünftige Vertragsverhandlungen liefern. Die Österreicher sind uns da leider nicht nur in den alpinen Skidisziplinen voraus, sondern machen uns hier vor, wie das gehen könnte. Ich möchte deshalb diejenigen, die das Gefühl haben, wir sollten in Zukunft im Asylwesen keine Aufträge mehr an solche rendite- und gewinnorientierten Firmen vergeben, darum

bitten, in Punkt 2 zuzustimmen. Diejenigen, welche finden, man solle das weiterhin tun, dürfen natürlich guten Gewissens auch den Nein-Knopf drücken. Was ich Ihnen aber besonders ans Herz legen möchte, ist der dritte Punkt, wonach man die Partner, die mit dem Kanton Bern solche Leistungsverträge eingehen, wirklich zwingt, ihre Gewinne oder ihre Gesamtrechnung offenzulegen, wie dies in vielen anderen Bereichen der Fall ist. Ich möchte daran erinnern, dass wir kürzlich im Staatsbeitragsgesetz beschlossen haben, selbst kleinere Unternehmungen im Betreuungs-, IV- oder Langzeitpflegebereich müssten die Löhne ihrer Geschäftsleitungsmitglieder offenlegen. Ich habe dort auch mitgeholfen. Hier geht es aber um etwas viel Grösseres. Ich finde, auch hier wäre Transparenz angezeigt, und ich möchte Sie daher bitten, Punkt 3 zuzustimmen. Das hilft dem Kanton und schlussendlich auch Ihnen.

Le président. Habe ich das richtig verstanden, in Ziffer 3 wird die Abschreibung bestritten, in Ziffer 1 jedoch nicht? – Das trifft zu.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Ich kann es recht kurz machen. Die FDP unterstützt die Haltung der Regierung voll und ganz bei diesem doch recht operativen Vorstoss. Wir müssen hier ja zum Glück keine riesengrosse Asyldebatte führen. Es läuft ja sowieso alles bestens, und wir haben alles im Griff – so sagen einige Leute; ich nicht unbedingt. Das ist ja nicht das Thema.

Zu Punkt 1: Seit der Flüchtlingskrise geschieht einiges. Der Kanton hat den Lead und arbeitet mit den Gemeinden zusammen. Das konnte ich selber feststellen. Deshalb kann man diesen Punkt wirklich als überflüssig annehmen und abschreiben. Das sagt ja der Postulant selber. Punkt 1 muss man auf jeden Fall abschreiben. Nun zu Punkt 2, der *Pièce de résistance*, dem Kernpunkt des Vorstosses. Dieser ist für uns Freisinnige auch unnötig, Herr Bhend. Der Kanton muss doch in der derzeitigen Situation, da wir doch, wie auch Sie sagen, eine Krise haben, mit allen Betreibern zusammenarbeiten können. Und man sollte dem Kanton, dem Regierungsrat, jetzt doch weiss Gott nicht noch Hindernisse in den Weg legen. Das wäre ja kontraproduktiv. Kostengünstig und in diesem Sinne rentabel zu arbeiten im Asylwesen, ist in diesem Sinne nicht falsch. Es ist nicht falsch, dass man ein wenig an die Kosten und die Rentabilität denkt. Ich mache zudem darauf aufmerksam, Herr Bhend, dass es im Fall einer Einschränkung auch den Verein Asyl Region Biel-Seeland betreffen könnte. Das ist ja ein Verein, der im Kanton Bern ziemlich grossflächig arbeitet. Er handelt als Verein im weitesten Sinne auch gewinnorientiert. Das wäre dann ja wirklich ein Eigentor, wenn dieser Verein auch aussteigen müsste. Deshalb hat Punkt 2 des Vorstosses auf jeden Fall sehr grosses Kopfschütteln ausgelöst in der FDP. Dieser Punkt muss unbedingt abgelehnt werden, wenn man das Problem im Asylwesen lösen will. Das wäre ansonsten ein Eigentor sondergleichen.

Punkt 3 beinhaltet das überflüssigste Anliegen von Herrn Bhend. Diese Vereine sind rechenschaftspflichtig. Die Antwort des Regierungsrats ist absolut zutreffend. Wir heissen den Punkt nun einfach gut und schreiben ihn ab. Aber wichtig ist für uns vor allem, dass Punkt 2 abgelehnt wird.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Auch wir von der glp-Fraktion hatten den Eindruck, wir seien etwas im falschen Film, als wir die Motion gelesen haben. Ich komme gleich zu Punkt 2, der *Pièce de résistance*. Damit wird immer noch suggeriert, jemand, der eine andere Form als eine öffentlich-rechtliche oder eine Form von privatem Verein als Verwaltungsstruktur gewählt habe, strebe grundsätzlich nur nach Gewinn und arbeite aus diesem Grund grundsätzlich schlechter, weil er nur Geld verdienen will. Ich möchte daran erinnern, dass es nicht die ORS war, der man, als es um die unbegleiteten minderjährigen Asylsuchenden (UMA) ging, die Bäregg wegnehmen musste. Das war eine andere private Organisation – ich nenne den Namen jetzt nicht – die man kurz und bündig aus der Pflicht entlassen musste, weil sie qualitativ nicht gut gearbeitet hat. Und, Kolleginnen und Kollegen, was in Wien in der ORS geschehen ist, mag sein. Aber wenn ich heute in der Schweiz oder insbesondere im Kanton Bern die drei Player anschau und mit Leuten spreche, die unten operativ arbeiten, so stelle ich fest, dass sie alle etwas an demselben kranken: nämlich dass alle diese Papiere, die man von oben her verlangt, unten nicht optimal umgesetzt werden. Dies einerseits, weil Leute fehlen, die genügend professionell sind und in dem Sinn wissen, worum es geht. Andererseits fehlen auch gute Führungsleute, die für diese Heime und Institutionen, oder besser gesagt für die Asylheimstrukturen, sehr schwierig zu finden sind. Aber ich finde, alle sind redlich bemüht, eine Veränderung zu erreichen und ihre Betreuungsqualität zu optimieren. Wenn wir Punkt 2 annehmen würden, hiesse das schlussendlich auch, dass beispielsweise *der* grosse Player, der

heute im Bereich UMA arbeitet, die Zihler social development, gar nicht mehr arbeiten könnte. Sie hat nämlich auch eine andere Struktur.

Kolleginnen und Kollegen, weshalb sage ich, wir seien im falschen Film? Wir haben beispielsweise heute die Situation, dass wir mehr als dreimal so viele UMA haben, als die Anzahl, für die wir im vergangenen September einen Kredit gesprochen hatten. Darüber spricht niemand. Wir müssen heute froh sein, dass die bewährten Anbieter noch bereit sind, teilweise innerhalb von zwei Wochen neue Institutionen aus dem Boden zu stampfen. Und ich weiss von der Polizeidirektion, dass sie bereits Mühe hatte, für gewisse Institutionen überhaupt noch einen Anbieter zu finden. So sieht doch die Situation aus. Ich will nicht sagen, es sei l'art pour l'art, was in der Motion diskutiert wird. Aber rein aufgrund der Form einer AG oder einer privatrechtlichen Institution zu sagen, diese werde grundsätzlich viel schlechter geführt, man wolle nur Geld verdienen und sei nicht bereit, eine seriöse Betreuung zu machen, das ist aus dem Tierbuch. Aus diesem Grund behandeln wir von der glp-Fraktion die Motion analog dem Antrag der Regierung.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Die Motion verlangt, dass die Unterbringung und Betreuung von Asylsuchenden durch den Kanton erfolgen sollte, und dass der Leistungsvertrag ausschliesslich an gemeinnützige Organisationen übertragen werden darf, die zudem ihre Betriebsrechnungen offenlegen müssen. Die grüne Fraktion unterstützt die Motion. Die Unterbringung und Betreuung von Flüchtlingen und Asylsuchenden sind eine staatliche Aufgabe. Die zur Verfügung gestellten Mittel für diese Betreuungsaufgaben werden indes kontinuierlich zurückgefahren. Schon heute ist die Schmerzgrenze überschritten. Im Asylbereich ist auch kein Spielraum, um Geschäfte zu machen oder Gewinne zu generieren. Daher ist es schon erstaunlich, dass gewinnorientierte Betriebe in diesem Bereich tätig sind, und es ist ziemlich stossend, dass sie ihren Gewinn auch auf Kosten der Betreuung erzeugen. Diese darf aber in keinem Fall vernachlässigt werden. Daher ist Punkt 2 hier matchentscheidend und sollte angenommen werden. Dies wäre für die gewinnorientierten Betriebe auch ein Befreiungsschlag, weil sie immer wieder in der Öffentlichkeit kritisiert werden. Gewinn erzeugen sie, indem sie auf Kosten von Asylsuchenden insbesondere bei ihrer Betreuung sparen, im Wissen, dass dies eigentlich weder sinnvoll noch zielführend ist.

Wir sind zudem gegen die Abschreibung von Punkt 3, der die Offenlegung der Betriebsrechnungen verlangt. Mit diesem Punkt ist die Offenlegung der Kosten, Gewinne und Verluste auch gegenüber der Öffentlichkeit gemeint und nicht nur das Reporting gegenüber dem Migrationsdienst (MIDI). Es wäre tatsächlich interessant zu erfahren, welche Organisationen im Asylbereich was bieten, und wie viel Gewinn auf Kosten der Schutzsuchenden generiert werden kann. Die grüne Fraktion wird die Motion mehrheitlich in allen Punkten unterstützen.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Le parti évangélique est partagé sur cette motion, et surtout sur le point 2. Pour les uns, les organisations qui prennent en charge l'hébergement des requérants d'asile prennent aussi des risques financiers si les choses se passent mal. Elles peuvent donc tout à fait prétendre à un certain bénéfice si les choses se passent bien et que la situation est bien gérée. Pour d'autres, les êtres humains ne sont pas des marchandises et leur encadrement ne devrait pas permettre de faire de l'argent. En outre, le bénévolat dans ce domaine est important, notamment à l'Armée du Salut, et il faudrait en tenir compte. Toutefois, il ne serait pas question pour nous de remettre maintenant en question les contrats qui sont en vigueur. C'est en 2017 que la question de ne prévoir de conventions qu'avec des organisations d'utilité publique pourrait éventuellement se poser. Le groupe PEV est prêt à adopter et à classer le point 1 et le point 3, et pour le point 2, comme je viens de le dire, ce sera donc partagé.

Christoph Ammann, Meiringen (PS). Ich kann es vorwegnehmen: Die SP-JUSO-PSA-Fraktion schliesst sich der Haltung der Regierung an, mit einer kleinen Differenz in Punkt 3. Über Punkt 1 brauche ich nicht länger zu sprechen. Wir stellen fest, dass die Zuständigkeit hier im Sinne des Motionärs geregelt ist. Der Kanton ist zuständig. In Punkt 2 will der Motionär, dass ausschliesslich gemeinnützige Organisationen als Vertragspartner in Frage kommen sollen. Das ist eine Einschränkung, die unsere Fraktion so nicht will. Der Kanton hat jetzt eine Gesetzesgrundlage, nach der er verschiedene Partner berücksichtigen kann. Demzufolge gibt es auch laufende Verträge. Wir stellen fest und haben uns dies auch von der Sicherheitskommission so bestätigen lassen, dass sich die aktuelle Praxis bewährt. Wie von verschiedenen Vorrednerinnen und Vorrednern hervorgehoben wurde, ist zudem die Nachfrage so, dass man sich hier nicht einschränken sollte. Bei Punkt 3 stellt unsere Fraktion fest, dass es geeignete Instrumente gibt, die

im Sinne des Motionärs sind. Die Regierung weist diese in ihrer Antwort aus: Es gibt das Reporting, oder auch System- und Einzelfallprüfungen. Für unsere Fraktion ist dies aber eine Daueraufgabe für den Kanton. Das ist der Grund, weshalb wir in Punkt 3 die Abschreibung bestreiten. Wir möchten also Punkt 3 annehmen ohne ihn abzuschreiben.

Andrea Geschwend-Pieren, Lyssach (UDC). Zu den Punkten 1 und 3 möchte ich gar nicht viel sagen. Die SVP-Fraktion teilt die Meinung des Regierungsrats. Unterbringung und Betreuung der Asylsuchenden erfolgen bereits durch den Kanton, dies gemäss Asylgesetz. Die Verantwortung liegt beim Kanton, deshalb sind diese beiden Punkte anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben. Über Punkt 2 habe ich schon etwas gestaunt, Kollege Bhend. Du argumentierst mit dem Fall Traiskirchen in Österreich, sprichst von unmenschlichen und menschenunwürdigen Bedingungen, die nicht tragbar seien. Dies zitiert der Motionär aus einem Medienartikel. Liebe Frauen und Männer, dieser Artikel geht aber noch weiter. Ich habe ihn gesucht und gefunden. Den zweiten Teil dieses Artikels lässt Kollege Bhend einfach grosszügig weg. Ich möchte gerne kurz zwei Sätze aus dem besagten Bericht zitieren, bei dem es um die ORS in Traiskirchen geht. Ich fand ihn im «Tagesanzeiger» vom 26. August 2015. Die ORS sagt dort: «[...] in einer so enormen Ausnahmesituation stossen wir an die Grenzen des Machbaren. [...] Das ist eine enorme Herausforderung für uns alle.» Und nun hören Sie gut zu: «Traiskirchen ist für 1750 Personen zugelassen, im Juli waren zeitweise jedoch 4500 Personen untergebracht.» Sie sehen, das Problem ist da nicht die ORS, sondern die unerwartete und unüberblickbare Flut an Asylsuchenden. Ich finde es falsch, nun der ORS den «Schwarzen Peter» zuzuschieben. Sie versucht ja nur, der Situation irgendwie Herr und Meister zu werden. Einer Situation, welche die Politiker eskalieren liessen, Kollege Bhend. Da musst du einmal mit eurer Bundesrätin reden gehen, und nicht hier Vorstösse gegen diejenigen einreichen, die versuchen müssen, irgendwie mit der Situation umzugehen. Glauben Sie mir, ich möchte hier sicher keine Lanze brechen für die ORS. Aber, Kolleginnen und Kollegen, wer übernimmt denn sonst die Betreuung dieser Zentren? Ohne die ORS könnten wir im Kanton Bern die Leistungen im Asylbereich gar nicht erbringen und schon gar nicht auf professionelle Weise. Wir haben sonst ja gar niemanden: Ohne die privatwirtschaftlichen Organisationen würde der Wettbewerb noch mehr untergraben, und die Auswirkungen auf die Kosten wären negativ.

Nun noch ein paar Worte zu den gemeinnützigen Organisationen. Der Motionär verlangt ja, dass die Aufgaben mittels Leistungsvertrag ausschliesslich gemeinnützigen Organisationen übertragen werden sollen. Was diese betrifft, namentlich die Heilsarmee – ich nenne sie jetzt beim Namen, Barbara Mühlheim –, so möchte darauf hinweisen, dass die Heilsarmee durchaus schon negativ in den Medien präsent war. So hatte sie zunächst die Betreuung des UMA-Zentrums Bäregg unter sich. Der Heilsarmee wurde dann vorgeworfen, den besonderen Bedürfnissen von Jugendlichen und Kindern nicht genügend Rechnung zu tragen und den besonderen Jugend- und Kindesschutzanforderungen nicht zu entsprechen. Zudem habe die Qualität nicht gestimmt. Aufgrund dessen wurde der Heilsarmee das Mandat entzogen. Übernommen hat es anschliessend die privatwirtschaftlich organisierte und nicht gemeinnützige Organisation Zihler social development, die angeblich spezialisiert und besonders sensibilisiert ist hinsichtlich den Anforderungen an den Jugend- und Kindesschutz. Es erstaunt mich nun schon etwas, dass man gerade von dieser Seite her (*l'oratrice se tourne vers les rangs de la gauche*) von Zihler weg und wieder zurück zur Heilsarmee will. Das geht für mich nicht auf. Im Übrigen lag auch Enggist in der Verantwortung der Heilsarmee, und im Sommer 2012 konnten wir den Medien entnehmen, dass ihr die Verantwortung dafür entzogen wurde, weil die Liegenschaft in desolatem Zustand war. Als drittes Beispiel erwähne ich Röthenbach. Dort hat die Heilsarmee eine Zusammenarbeit abgelehnt, weil Röthenbach zu weit weg und damit zu kostenintensiv sei. Ich zitiere dazu Gertrud von Siebenthal, Leiterin der Individualbetreuung Heilsarmee Flüchtlingshilfe: «Unsere personellen Ressourcen sind dermassen eingeschränkt, dass wir es uns nicht leisten können, Mietverträge abzuschliessen in Gebieten, die schwer erreichbar sind.» Soviel zu den gemeinnützigen Organisationen. Ich bitte Sie, lassen Sie mir die ORS leben! Wenn man denn die Vergabe von Leistungsverträgen auseinander nehmen und anschauen möchte, dann bitte dahingehend, dass jede Vergabe von Mandaten öffentlich ausgeschrieben wird. (*Le président demande à l'oratrice de conclure.*) Das wäre konsequent. Das, was in Punkt 2 gefordert wird, ist dagegen «Chabis» und führt zu gar nichts. Die SVP-Fraktion lehnt Punkt 2 einstimmig ab.

Marianne Schenk-Andereg, Schüpfen (PBD). Wir haben von Andrea Gschwend vorhin Zahlen

gehört. Ich möchte nicht weiter darauf eingehen. Wir sehen den Flüchtlingsstrom; es nimmt kein Ende. Die täglichen Herausforderungen im Flüchtlingswesen werden immer komplexer, und auf verschiedensten Ebenen sind die involvierten Personen, welche die Flüchtlinge aufnehmen und betreuen, gefordert, ihr Bestes zu geben. Sie erinnern sich an die Septembersession, in der wir den Asylbericht mit den acht Empfehlungen der GPK behandelt haben. In diesem Bericht wurde aufgezeigt, was alles im Amt für Migration und Personenstand (MIP) und im MIDI unternommen wurde, um Fehlleistungen auszumerzen oder zu verhindern. Der Geschäftsleiter des MIP, Herr Aeschlimann, hat mir meine diesbezüglichen Fragen wie folgt beantwortet: Hinsichtlich der Leistungsverträge sagte er, alle Partner im Asylwesen im Kanton Bern hätten denselben Leistungsvertrag. Ich denke, das ist zunächst einmal wichtig. Ebenfalls hielt er fest, dass alle Partner im Asylwesen genau dieselbe Pauschale erhielten. Weiter war mir wichtig, zu wissen, wie genau die Kontrolle aussehe, damit man eben solches verhindern könne, was der Motionär am Beispiel von Österreich aufgezeigt hat und worauf sich eigentlich auch Punkt 2 abstützt. Dort sagte er mir, die Kontrolltätigkeit werde klar durchgeführt. Zusätzlich mache das MIP Umfragen in den Zentren betreffend die Qualität etc. Das ist alles in den Weisungen unter dem Kapitel «Qualitätscontrolling, Finanzaufsicht und Wirksamkeitsprüfung» vertraglich festgehalten. Zudem wurden, soweit ich weiss, zwei Stellen für so genannte Inspektoren geschaffen, welche im Abteilungsbereich sowie bei den Dienstchefs ohne Vorankündigung und auch ausserhalb der Bürozeiten Prüfungen vornehmen können. Und das tun sie auch. Einfach gesagt: Das MIP überprüft die von unseren Asylsozialhilfepartnern erbrachten Leistungen nicht nur bei den Abrechnungen, sondern eben auch bei den Aufgaben vor Ort. Sie prüft, ob diese erfüllt werden, damit nicht solch desolate Zustände entstehen, wie sie der Motionär anhand des Beispiels aus Österreich beschrieben hat.

Wir sind daher der Meinung, da werde genug getan. Hier muss ich mich ein wenig dem Votum von Herrn Klopfenstein anschliessen. Lassen wir diese Leute jetzt einfach wirklich einmal arbeiten! Sie haben ihr Business in der Hand und sehen, was nötig ist und was geprüft werden muss. Ich denke, wir haben alle ein Interesse daran, dass keine solchen Zustände entstehen wie in Österreich. Da ist auch Herr Regierungsrat Käser gefordert, und ich denke, es sei auch ihm ein grosses Anliegen, dass sich die Schweiz als Vorzeige-Flüchtlingsaufnahmезentrum präsentiert und dass dabei alles mit rechten Dingen zugeht. Deshalb lehnt die BDP-Fraktion die Motion ab, respektive wir gehen einig mit dem Antrag der Regierung. Sollte der Motionär Punkt 2 in ein Postulat wandeln, würden wir auch dieses ablehnen, denn wir erachten dies als voll und ganz erfüllt. Lassen wir diese Leute jetzt arbeiten.

Le président. Wir kommen zu den Einzelvoten.

Raphael Lanz, Thoune (UDC). Der Motionär verlangt in Ziffer 2, dass der Kanton nur noch Verträge mit gemeinnützigen Organisationen abschliesst. Das ist sicher gut gemeint, Patric Bhend, aber es ist kein taugliches Kriterium. Ich möchte Ihnen vorlesen, was beispielsweise bei Wikipedia über die FIFA zu lesen ist: «Die FIFA ist ein gemeinnütziger Verein im Sinne des Artikels 60 ff des schweizerischen Zivilgesetzbuches [...]». An diesem Beispiel sehen Sie, dass man dann mit einer solchen Organisation einen solchen Vertrag abschliessen könnte. Das war sicher nicht gemeint, aber es zeigt, dass das Kriterium «gemeinnützige Organisation» für das, was der Motionär wohl möchte, nicht taugt. Deshalb ist dieser Vorstoss, selbst wenn er sicher gut gemeint ist, auch in Ziffer 2 abzulehnen.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). «Die Unterbringung und Betreuung von Asylsuchenden erfolgt grundsätzlich durch den Kanton.» So lautet die Ziffer 1 der Motion. Ich verstehe diese so, dass der Kanton die Unterbringung der Flüchtlinge selber vornehmen soll. Das heisst, er soll eine Infrastruktur hochfahren und Betreuungspersonal anstellen. Dieser Schritt ist schon lange fällig; vor allem aus grundrechtlicher Sicht, denn der Aufenthalt von Asylsuchenden in den kantonalen Zentren stellt ein besonderes Verhältnis zwischen Staat und Individuum dar. Es gibt Mitwirkungspflichten und Ruhegebote. Deren Missachtung können für die Betroffenen Sanktionen zur Folge haben. Das EDI sagt, der Aufenthalt in einem Asylzentrum habe freiheitsentziehenden Charakter im Sinne des Bundesgesetzes über die Kommission zur Verhütung der Folter. Aus diesem Grund war es seit jeher falsch, die Betreuung von Asylsuchenden auszulagern. Nun sollte man zumindest im Rahmen der Neustrukturierung des Asylwesens die Sache als verantwortlicher Kanton selber an die Hand nehmen. Die Erfahrungen der Flüchtlingshilfe zeigen, dass es viele

Freiwillige gibt, die helfen möchten. Diese Leute sollte man einsetzen.

Aber noch falscher war und ist es, Flüchtlinge von gewinnorientierten Firmen betreuen zu lassen. Es ist ein widerliches Geschäft mit der Not. Gerade die ORS Service AG, die auf Bundesebene und auf kantonaler Ebene immer wieder ohne öffentliche Ausschreibung zu Aufträgen kommt, darf nicht mehr zum Zug kommen. Sie ist intransparent und hat immer wieder eine schlechte Presse. Aus diesem Grund stimme ich Ziffer 2 der Motion zu. Selbstverständlich stimme ich auch Ziffer 3 der Motion zu. Die finanziellen Mittel in diesem Bereich sind knapp, und es ist wichtig zu wissen, wo das Geld hinkommt.

Le président. Der Motionär möchte sich nach den Regierungsrat äussern.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Wenn Frau Grossrätin Machado hier eine Interpretation zur Ziffer 1 abgibt, so ist das ihre eigene Interpretation. Es ist nicht die Interpretation des Gesetzes an sich und auch nicht diejenige, für welche die Regierung sich einsetzt. Das möchte ich in aller Deutlichkeit sagen. Ziffer 1 wird deshalb von der Regierung ganz klar zur Annahme aber gleichzeitig zur Abschreibung empfohlen, weil dies eigentlich geregelt ist. Zu Ziffer 2 wurden hinreichend Meinungen geäussert, die sich mit der Meinung der Regierung decken. Ich bin insbesondere dem Stadtpräsidenten von Thun dankbar für seinen Hinweis auf die gemeinnützigen Organisationen; das war «härzig». Zu Ziffer 3: Ich glaube, Frau Grossrätin Schenk sagte, dass wir System- und Einzelfallprüfungen vornehmen. Wir kümmern uns also sehr wohl darum, zu überprüfen, was unsere Partner machen. Diese Partner haben Verträge mit dem MIDI. Damit werden die gesetzlichen Grundlagen erfüllt, und in diesem Sinne werden alle gleichbehandelt. Und wissen Sie, ich finde zudem ein Argument wichtig, das Herr Grossrat Klopfenstein angetönt hat: Können wir es uns vor dem Hintergrund der heute geltenden Zahlen, die wir alle nicht gesucht haben, noch leisten, zu sagen, welche Kategorie von Betreuung wir sicher nicht wollen? Und dies insbesondere auch in Zukunft, da wir nicht wissen, wie sich diese Zahlen weiterhin entwickeln werden? – Ich bitte Sie daher, den Vorstoss im Sinne des Antrags der Regierung zu behandeln.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Lieber Raphael, mein Vorstoss ist effektiv gut gemeint. Aber ich sehe nun, welche Interpretationen gemacht werden. Als ich den Vorstoss schrieb, dachte ich, man müsse doch etwas tun, denn das Flüchtlingswesen dürfe doch nicht zu einem Geschäft werden, bei dem 10 Prozent Rendite drin liegen. Denn dieses Geld fehlt am Schluss eigentlich für die effektive Arbeit, die an der Front gemacht wird. Das war ursprünglich meine Absicht. Deshalb habe ich Punkt 1 so formuliert und interpretiere ihn eigentlich auch so, wie Kollegin Machado es ausgeführt hat. Effektiv sollte es aus meiner Sicht grundsätzlich ein Auftrag des Kantons sein, die Unterbringung mit eigenem Personal sicherzustellen und gar nicht an Dritte auszulagern. Simone Machado hat das recht gut begründet. Es ist wirklich eine Art freiheitseinschränkende Massnahme. Und es käme uns – oder zumindest vielen von uns hier im Rat – ja nicht in den Sinn, beispielsweise auch Gefängnisse in private Hände auszulagern, wie dies in anderen Ländern der Fall ist. Ich bin dann aber ein wenig ein Rückzugsgefecht eingegangen und habe gemerkt, dass ich wohl nicht mehr über Punkt 1 diskutieren muss. Ich bleibe bei Punkt 2. Dort wurde die Diskussion auf die Heilsarmee ausgeweitet, und ich möchte Sie da bitten, auch fair zu bleiben. Das UMA-Zentrum Bäregg wurde erwähnt. Der heutige Betrieb dort kostet viermal mehr. Es wurde viermal mehr Geld gesprochen für dieselbe Arbeit, die zuvor die Heilsarmee gemacht hat. Ich will hier nicht einfach eine Lanze brechen für die Heilsarmee, aber man sollte schon Äpfel mit Äpfeln vergleichen, nicht Äpfel mit Birnen. Ich behaupte, wenn die Heilsarmee damals auch viermal mehr Geld bekommen hätte, hätte sie den Betrieb unter Umständen auch anders führen können. Soviel einfach noch zum Thema Heilsarmee, über die ich eigentlich keine Diskussion vom Zaun reissen wollte.

Mich stört aber, dass man sich bezüglich Punkt 3 einfach so zufriedengibt und sagt, man müsse Einzelfallprüfungen machen. Natürlich muss man nachweisen, dass man mit den eingesetzten Mitteln den erhaltenen Leistungsauftrag erfüllt. Aber das zwingt die Organisationen, die dies tun, noch lange nicht dazu, ihre Rechnungen offenzulegen. Überlegen Sie sich einmal, wie das ist, wenn Sie irgendetwas beim Kanton beantragen. Wenn Sie auch nur 500 Franken vom Kulturfonds möchten, müssen Sie Ihr Budget, Ihre Rechnung offenlegen, und dann erhalten Sie vielleicht etwas. Und hier, bei diesen Grossaufträgen soll es nicht nötig sein, erweiterte Einsicht zu gewähren. Wenn Sie sich mit dem zufrieden geben wollen, mit ein paar Einzelfallprüfungen, die uns nicht sehr viel mehr Datenbasis liefern und keine grösseren Vergleiche zulassen, dann können Sie Punkt 3

abschreiben. Wie gesagt, habe ich es gut gemeint. Es war ein Versuch, und ich habe das Gefühl, wenn Sie die Abschreibung in Punkt 3 nicht zuliessen, könnte das mindestens eine Verbesserung bringen, auch wenn ich mit diesem Vorstoss das Problem dieser «Geschäftlimacherei» nicht lösen kann. Ich bitte Sie um Ihre Unterstützung und vor allem darum, Punkt 3 nicht abzuschreiben.

Le président. Damit können wir bereinigen. In Ziffer 1 wird die Abschreibung nicht bestritten. Wir stimmen demnach gleichzeitig über Annahme und Abschreibung dieses Punktes ab. Wer Ziffer 1 der Motion annehmen und gleichzeitig abschreiben möchte, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption et classement

Oui 147

Non 0

Abstentions 0

Le président. Sie haben Ziffer 1 angenommen und gleichzeitig abgeschrieben. Wer Ziffer 2 annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 13

Non 124

Abstentions 10

Le président. Sie haben Ziffer 2 der Motion abgelehnt. Damit kommen wir zu Ziffer 3. Hier wird die Abschreibung bestritten, deshalb stimmen wir getrennt darüber ab. Wer Ziffer 3 annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 85

Non 62

Abstentions 0

Le président. Sie haben Ziffer 3 angenommen. Wir befinden über deren Abschreibung. Wer Ziffer 3 abschreiben möchte, stimmt ja, wer dies ablehnt stimmt nein.

Vote (classement du ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui 96

Non 41

Abstentions 8

Le président. Sie haben Ziffer 3 der Motion abgeschrieben.

